lls/Elles soutiennent Europe Ecologie



BENOIT HORVAIS, technicien de l'automobile

Salarié de l'automobile, je mesure chaque jour l'absurdité des modes de production : des véhicules fabriqués dans des pays low-cost, ramenés par bateau, aucune filière de déconstruction et de recyclage, des véhicules électriques construits avec des métaux lourds et précieux venant d'Afrique. Ici, on licencie. Seule Europe Ecologie est capable d'opérer une synthèse entre plus d'emplois, plus d'écologie, plus de qualité de vie >>

THOMAS MAZIERE, 6° liste du Calvados. Secrétaire général de Nouvelle Gauche

"J'étais de ceux qui ont lancé en 2008 "l'appel pour que le Parti socialiste se mette au travail", soutenu par 5000 militants socialistes désemparés. 5000 signatures qui sont restées lettre morte. Je rejoins Europe Ecologie parce que ce rassemblement s'est ouvert à la société dans son ensemble. Parce qu'aujourd'hui, seule Europe Ecologie est en mesure de proposer un nouveau contrat social, à gauche. >>



GILLES-ERIC SERALINI, chercheur en biologie moléculaire

"In'est plus temps de tergiverser, de louvoyer autour de considérations politiciennes répétitives et épuisantes. Nous le devons à la santé de nos enfants, et des plus démunis. Chaque humain risque une pathologie environnementale. L'espoir dépend de votre engagement auprès d'Europe Ecologie >>

SYLVIE LECALVEZ, journaliste

Europe Ecologie c'est une façon nouvelle de faire de la politique qui privilégie le projet à la politique politicienne. Grâce à des méthodes participatives, les idées sont mises en débat pour apporter des réponses nouvelles aux difficultés actuelles. C'est sortir de "l'entre-soi" pour proposer des alternatives pour mieux vivre ensemble. >>





DIDIER LEGUÉLINEL, président de la Commision bulots. Comité local et régional des pêches.

La pêche n'est pas une activité destructrice et irresponsable envers la nature. On amalgame trop souvent la pêche artisanale qui gère ses ressources et ses zones de pêches et la pêche industrielle qui racle les fonds et menace les espèces fragiles. Rendre compatibles la pêche et l'écologie, c'est le seul choix responsable pour l'avenir.



Les grands meetings d'Europe Ecologie

• LUNDI 8 MARS FLERS

20H30 / Salle Madeleine Louaintier.

Avec Hélène FLAUTRE, députée européenne, et Noël MAMERE, député.

• MERCREDI 10 MARS MEETING NORMAND 20H30 / Le Havre / Docks Café.
Avec Dominique VOYNET, maire de Montreuil (Seine-St-Denis).

• JEUDI 11 MARS HÉROUVILLE ST-CLAIR

20H30 / La Fonderie.

Avec Karima DELLI et José BOVE, députés européens.



SIGNEZ L'APPEL DES ÉCOLOGISTES EN BASSE-NORMANDIE

↑ http://basse-normandie.regions-europe-ecologie.fr/









e Duflot

Daniel Cohn-Bendit

Ils soutiennent le rassemblement des écologistes. Rejoignez-nous, vous aussi !

Nom :	Prénom :
Adresse :	
Tél. :	E-mail :
Doto :	Signatura



Coupon à envoyer à l'adresse suivante : Le rassemblement des écologistes en Basse-Normandie 25, rue Varignon — 14000 Caen — Tél. : 02 31 72 13 12 contact@europeecologienormandie.fr **Élections Régionales**

Mars 2010

Basse-Normandie

l'écologie, les solutions, maintenant



http://basse-normandie.regions-europe-ecologie.fr/





François Dufour Tête de liste Régionale Tête de liste Manche

« Face à l'urgence sociale, aggravée par la crise, et à l'urgence écologique qui menace de dégradations irréversibles la planète et ses habitants, c'est aujourd'hui qu'il faut prendre les bonnes décisions. Et agir. »

François Dufour est né en 1953 à Saint-Senier-de-Beuvron dans le Sud-Manche. Cofondateur et vice-président d'Attac France, il a été porte-parole à la Confédération paysanne de 1996 à 2000 et candidat aux élections européennes de 2009 dans le Nord-Ouest en seconde position de la liste Europe Ecologie.

L'engagement de François ne lui fait pas oublier sa première raison de vivre, la terre et la nature. Pionnier, ce producteur de lait s'est tourné très tôt vers la production biologique alors que l'agriculture productiviste était partout la règle. Conscient des dangers que la globalisation libérale fait peser sur le monde paysan européen, François Dufour a participé à toutes les grandes manifestations contre la dérégulation des échanges commerciaux.

Il a écrit avec José Bové et Gilles Luneau, l'ouvrage *Le monde n'est pas une marchandise* qui dénonce les méfaits de l'industrialisation de l'agriculture et de la libéralisation des échanges de produits agricoles et alimentaires sur la planète.



Pascale Cauchy, tête de liste Calvados

« Je suis déterminée à faire de notre projet un outil de solidarité, ici en Basse-Normandie et au delà des frontières régionales »

52 ans, mariée, 5 enfants. Professeure d'histoire-géographie, Pascale Cauchy a embrassé de multiples engagements associatifs pendant près de 15 ans. Conseillère municipale à Caen de 2001 à 2008, elle est maire-adjointe en charge de la Petite Enfance et de l'Education depuis 2008. Conseillère régionale du Parti radical de gauche (PRG) depuis 2004, elle travaille à la mise en place d'une politique de coopération décentralisée en Région. Pascale Cauchy a rejoint Europe Ecologie en 2009.



Yanic Soubien, tête de liste Orne

« Je souhaite proposer un nouveau contrat social aux Normands, basé sur la transformation écologique de l'économie régionale »

Vice-Président de la Région Basse-Normandie depuis 2004, en charge de la Formation tout au long de la vie, Yanic Soubien est militant chez les Verts depuis 1994. Après un mandat de conseiller municipal à Taillebois, il devient maire en 2001. Réélu en 2008, il a été l'un des premiers maires à expérimenter de nouveaux outils de démocratie locale, ambition qu'il a confortée lors de son mandat de Vice-Président du Conseil Régional en engageant les Assises de la formation professionnelle.

15 PRIORITÉS, 15 RAISONS DE VOTER EUROPE ECOLOGIE

1. Pour une conversion écologique de l'économie



Nous voulons répondre à l'urgence et préparer l'avenir. Face à un système qui détruit les bases du vivre-ensemble. les solidarités et l'environnement, réparer après coup ne suffit pas. Il faut anticiper les changements pour protéger et ne plus subir. Les priorités d'intervention publique doivent être clairement définies : les moyens

gaspillés dans des politiques qui ne fonctionnent plus ou dans la construction de nouvelles infrastructures inutiles manqueront pour financer ce qui est immédiatement et durablement utile.

Nous conditionnerons les aides économiques et les marchés publics de la Région à des critères sociaux, économiques et écologiques : sécurisation des emplois, réduction des écarts salariaux dans l'entreprise, moindre impact carbone, sortie des paradis fiscaux... Nous convoquerons des États Généraux de la transformation écologique et de l'emploi.

2. Une politique de formation tout au long de la vie au service de l'humain et de l'emploi



Préparer chacun à vivre dans un monde différent, c'est donner à tous et toutes, dès aujourd'hui, les moyens d'anticiper les changements. Salariés, entreprises, jeunes en formation : chacun doit pouvoir disposer des clés d'insertion dans les métiers de demain et pas seulement dans les métiers sous tension aujourd'hui.

Nous créerons des contrats volontaires de conversion des entreprises et des salariés vers les activités porteuses d'emplois durables : éco-filières, énergies renouvelables, habitat écologique, mobilités durables... Nous proposerons le partage des savoir-faire et des compétences dans un éco-site régional : il accompagnera les entreprises dans la conversion de leur activité, les salariés et demandeurs d'emplois dans la formation aux métiers nouveaux.

3• L'éducation. l'enseignement et la recherche : trois leviers pour la transformation de nos modes de vie en Basse-Normandie



Une société qui ne sait pas soutenir son école est une société bloquée. À la violence et à l'échec scolaires, nous voulons opposer une stratégie volontariste de lutte contre le décrochage et les inégalités. Si la Région ne dispose ni des moyens ni des leviers d'orientation des politiques scolaires, elle doit soutenir les pratiques et les expériences pédagogiques innovantes et favoriser leur diffusion.

Nous viserons, dans les choix éducatifs de la Région, à promouvoir l'égalité des chances, par l'amélioration des conditions d'étude et de vie des lycéens, des apprentis et des étudiants, l'efficacité des transports collectifs permettant une plus grande facilité de déplacements des élèves, et la découverte des métiers et des parcours professionnels.

4 • Soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire



La crise met à nu la fragilité de l'économie du court terme basée sur des pratiques spéculatives. Nous agirons pour inscrire la personne humaine au cœur du projet économique : c'est le sens de l'économie sociale et solidaire. Cet autre modèle représente déjà 12 % de l'activité de la région. Cela peut être davantage.

Pour favoriser le développement des éco-activités, des circuits courts et des emplois durables dans le secteur de l'aide à la personne, Europe Ecologie renforcera les fonds dédiés à l'entrepreneuriat social et solidaire.

L'économie du profit maximum doit laisser place à de nouvelles formes d'organisation économique et sociale. La Région soutiendra les projets de reprise d'entreprises et d'activités par leurs salariés : pour 1 € investi par les salariés, 1 € sera investi par le Conseil Régional.

5. Une économie au service de l'homme pour lutter contre les inégalités



Pour changer l'économie la Région dispose d'outils : nous soumettrons l'octroi des aides régionales à des critères de justice sociale, d'efficacité écologique et de maillage territorial.

Pour Europe Ecologie, vingt PME de dix salariés ne sont pas moins importantes qu'une seule entreprise de 200 : nous soutiendrons la création des structures de coopération entre associations, coopératives, TPE et PME, pour répondre aux besoins des petites structures et conforter leur développement.

Nous créerons un label « Entreprise responsable » : il permettra aux entreprises de valoriser leurs démarches d'utilité écologique et sociale et aux consommateurs de faire leurs choix en connaissance de cause.

6 • Pour une alimentation saine. la Basse-Normandie a besoin de tous ses paysans et de tous ses pêcheurs



L'agriculture et la pêche, activités essentielles à notre région, ne sont pas condamnées à voir les crises se succéder. Pour protéger les activités, les savoir-faire et les emplois, nous réorienterons les soutiens publics vers les productions de proximité et de qualité, les pratiques responsables, économes et rémunératrices.

Nous soutiendrons le développement de l'agriculture périurbaine qui rapproche les lieux de production des lieux de consommation et crée des emplois agricoles durables. Pour réduire la dépendance de l'agriculture régionale aux protéines importées, nous encouragerons l'introduction dans la rotation des cultures de protéines végétales.

Pour soutenir la pêche artisanale, qui paie lourdement les dégâts de la surpêche, nous favoriserons la structuration de circuits courts de distribution des produits de la pêche locale (collectivités, restaurants, cantines...).

7• Pour une politique régionale d'autonomie énergétique et de sobriété

L'urgence climatique nous impose d'agir, dans chaque territoire, pour développer franchement l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les offres de transport propre, les éco-filières... Enjeu : réduire les consommations d'énergie pour tous pour vivre mieux en dépensant moins.

Nous engagerons un plan régional d'économies d'énergie et soutiendrons l'émergence de véritables filières de rénovation thermique et écologique de l'habitat. Une Agence régionale de l'énergie et du territoire coordonnera le développement des énergies renouvelables, veillera à la formation des professionnels et à la mise en place d'un suivi régional des consommations d'énergie.

Nous nous opposerons à la poursuite du gâchis économique, écologique et énergétique de l'EPR et des couloirs de ligne THT, qui balafrent le territoire et sacrifient le développement durable d'activités utiles à la Région et à ses habitants.

8 • Pour une stratégie de préservation de la biodiversité



La préservation de la biodiversité est un enjeu pour nous tous. Les pollutions, le bétonnage ou l'exploitation irraisonnée des ressources mettent à mal la préservation des espèces vivantes essentielle à notre bien-être commun.

Europe Ecologie s'engage à mettre en place une trame verte et bleue pour une restauration écologique du territoire et pour améliorer la qualité des sols et des eaux. La préservation des continuités écologiques sera au centre d'un travail avec les collectivités territoriales et les associations. La création de nouvelles réserves naturelles régionales participera de cette action. L'ensemble de nos actions s'inscrira dans une politique de grande ampleur d'éducation et de soutien aux initiatives citoyennes de développement de la connaissance scientifique.

9• Transports et mobilités : nouveau siècle, nouvelles voies



L'entêtement routier crée une véritable dépendance à l'usage de l'automobile. Les familles sont obligées d'habiter toujours plus loin et il devient difficile de ne pas prendre la voiture pour des déplacements quotidiens.

Nous dépensons plus aujourd'hui pour le transport que pour l'alimentation! L'enjeu sera de proposer à chaque Bas-Normand une solution de transport écologique, efficace et accessible à moins de dix minutes de son lieu d'habitation et de son lieu de travail. Nous agirons sur l'ensemble des modes de transports : amélioration des lignes ferroviaires existantes et création de nouvelles lignes, amplification de la politique vélo, coordination des bus départementaux, création d'un service public du covoiturage.

10• Pour une Région solidaire à l'échelle locale et internationale



L'ébauche de reprise au Nord ne doit pas masquer la crise de notre modèle de développement. Les inégalités demeurent : 20 % de la population consomme 80 % des ressources et génère 70 % des pollutions mondiales... au détriment des populations du Sud. Citoyens du monde, nous devons nous ouvrir sur notre environnement et anticiper

les conséquences géopolitiques de ces phénomènes pour ne pas payer demain au prix fort les effets de notre indifférence actuelle. Nous traduirons cet engagement en consacrant 0.7 % du PIB régional à l'aide au développement afin d'engager des actions de coopération décentralisée basées sur l'échange et la réciprocité.

11• L'éducation populaire et la politique de la jeunesse : des remparts contre les inégalités



L'éducation populaire, fragilisée par la logique marchande, doit reprendre toute sa place dans l'éducation et l'acquisition de connaissances tout au long de la vie. Dans son champ d'intervention, l'éducation populaire apporte des réponses empreintes de solidarité et d'équité. Elle est un rempart contre les inégalités.

Nous soutiendrons les fédérations d'éducation populaire pour leurs actions d'animation de réseau et de renouvellement des réflexions et des pratiques et nous proposons la création d'une maison régionale des associations afin de tisser les liens entre les acteurs et les projets sur l'ensemble du territoire basnormand. Une bourse « BAFA » de

200 euros par jeune sera engagement en matière i

mise en place pour soutenir leur d'éducation.

12. Une culture partagée pour tous et partout



Dans un monde en mouvement où les incertitudes et les inquiétudes de nos concitoyens sont de plus en plus fortes, la culture demeure un maillon essentiel du vivre ensemble. Vecteur de solidarité, de création d'emplois, la culture participe à la production d'imaginaires nouveaux indispensables pour penser nos vies au XXIe siècle. Parce que la culture ne se décrète pas d'en haut, nous mettrons en place

une concertation permanente entre élus, citoyens et acteurs culturels.

Nous nous attacherons à résorber le décalage entre les secteurs institutionnels et le secteur créatif et artistique indépendant en rééquilibrant les budgets. Nous donnerons la priorité à la diversité et à la proximité en soutenant la création de lieux culturels sur tous les territoires.

13• Une action de santé régionale contre les épidémies modernes



Les maladies liées à nos modes de vie et à notre environnement saturé de pollutions diverses se multiplient. Cancers, obésité, stress, suicide, allergies ou infertilité sont aussi des « maladies de civilisation », ce qui signifie que la prévention peut jouer un rôle essentiel pour limiter leur ampleur. Préserver notre santé, c'est agir sur nos modes de vie et encourager la protection de notre environnement face aux nuisances ou à l'expo-

sition à des substances toxiques. Soutenir l'amélioration de la santé au travail, c'est éviter la reproduction de nouvelles crises, comme celle de l'amiante, dont beaucoup dans notre région ont lourdement pavé le prix.

Nous défendrons le droit à vivre dans un environnement sain en engageant un plan « zéro pesticides » et en finançant une étude épidémiologique indépendante pour les riverains des lignes Très Haute Tension. Pour lutter contre les « déserts médicaux » qui tendent aujourd'hui à progresser, nous soutiendrons les Maisons de Santé dans les territoires délaissés, urbains

14• Un habitat de qualité pour tous



Avoir un toit, vivre dans un habitat de qualité, est un droit. Ces dix dernières années, les demandes de logement n'ont cessé de croître. Les habitants s'installent de plus en plus loin de leurs lieux de travail du fait des prix aberrants de l'immobilier et du foncier... et les charges de chauffage, liées aux prix de l'énergie, ont explosé. Quand la seule politique du gouvernement est la baisse constante des budgets consacrés

au logement, il revient aux collectivités d'aller au-delà de leurs compétences strictes. Nous contractualiserons avec les territoires pour un urbanisme responsable et un soutien sans faille

Nous mettrons en place des outils nouveaux pour lutter contre la précarité énergétique en accompagnant la réhabilitation et l'isolation des logements. Nous engagerons un partenariat étroit avec les associations pour l'application du droit au logement opposable.

15 • Vers un nouveau pacte démocratique régional



Pour Europe Ecologie, aucune politique ne saurait être assénée d'en haut : la transformation de mos modes de vie, de production et de consommation, les modalités et les étapes de ce changement doivent être discutées avec les Bas-Normands.

Nous développerons l'information et la consultation des citoyens sur les grandes politiques du Conseil Régional, et l'évaluation des politiques conduites.

Nous soutiendrons la reconnaissance de toute pétition citoyenne d'intérêt régional signée par au moins 10 000 Bas-Normands.

Nous soutiendrons l'union de la Normandie, dès lors que celle-ci sera au service d'un projet régional de transformation de l'économie et des territoires utile et durable.



